



ENTRETIEN

AUDRYS JUOZAS BACKIS

« Le communisme a détruit l'espérance et les valeurs. Tout le monde faisait semblant d'être d'accord avec le régime. Cela a créé une certaine duplicité, les consciences ont été faussées. C'est pour moi le problème le plus grave »

Né en 1937 à Kaunas, en Lituanie, Audrys Juozas Bačkis a grandi en France, puis fait des études de théologie à Rome. Ordonné prêtre en 1961, il entre au service diplomatique du Saint-Siège en 1964 et travaille dans les nonciatures des Philippines, du Costa Rica, du Nigéria et de Turquie. Lorsque la Lituanie accède en 1991 à l'indépendance, le diocèse de Vilnius est rétabli et Audrys Backis est choisi par Jean-Paul II pour en devenir l'archevêque. Nous nous sommes rencontrés au Palais épiscopal de Vilnius, peu avant Pâques.

Pour l'homme d'Église que vous êtes, né en Lituanie, élevé en Autriche et formé à Rome, le sentiment européen va-t-il de soi ?

Je suis Européen par l'intermédiaire de mon identité nationale, celle d'un pays qui a voulu rester lié à l'Europe, l'Europe occidentale, l'Europe des valeurs chrétiennes – bien qu'il ait été soumis à l'Empire soviétique et à son système communiste

Mais à vrai dire je me sens plutôt citoyen du monde. Cela tient à mon expérience au Vatican, où je me suis surtout occupé de questions internationales, et aux dix années que j'ai passées en pays de mission : Philippines, Amérique Latine, Afrique, Turquie...

En revenant en Europe après ces missions sur d'autres continents, avez-vous été frappé par des différences dans les pratiques des fidèles ?

Certainement. Quand j'étais en Afrique, Musulmans et Chrétiens n'avaient pas peur de prier ensemble ! Il existe en Afrique un respect évident des traditions et du sacré qui ont largement disparu en Europe.

Existe-t-il alors un « catholicisme européen », ou est-ce une contradiction dans les termes ?

Il existe sans doute un « catholicisme africain », malgré des variations d'un pays à l'autre. Mais en Europe, je parlerais plutôt de « catholicismes nationaux » : chaque pays a sa culture, sa manière d'interpréter les textes. Depuis le concile de Vatican II, qui a autorisé l'emploi des langues vernaculaires dans la liturgie, chaque Église européenne a pris des couleurs, des habitudes, des mœurs pastorales particulières...

Ce fait se traduit dans l'article I-52 – pour moi l'un des points essentiels de la Constitution européenne –, qui traite des rapports avec les communautés religieuses. Le texte précise que ces rapports doivent être réglés selon les traditions existant dans chaque pays : là encore, c'est l'aspect national qui prime.

Quelles sont les conséquences de cette « nationalisation » des pratiques religieuses ?

D'un côté, cette évolution permet à la population de mieux participer, de mieux partager la religion. Mais, comme l'avait écrit un philosophe lituanien à l'issue du concile, l'Église court le danger de devenir comme l'Église orthodoxe, un assemblage d'Églises nationales – et de perdre ainsi son unité.

Pourriez-vous nous décrire l'Église lituanienne ?

C'est avant tout une Église à reconstruire. Ici, l'Église a été détruite bien plus qu'en Pologne : nous, nous n'étions qu'un tout petit pays dans l'URSS...

Pendant 50 ans, pratiquer la religion était un délit. En 1989, l'évêque de Kaunas était encore en prison pour avoir enseigné le catéchisme. Ceux qui assistaient à la messe étaient fichés, surveillés, parfois persécutés ; à l'école, on donnait aux élèves des cours d'athéisme !

Comment la religion a-t-elle pu malgré tout être transmise ?

La transmission s'est faite dans l'intimité de quelques familles courageuses. Les prêtres, eux, devaient rester dans la sacristie sans avoir de contact avec les fidèles. Ainsi, malgré le manque fréquent de connaissance théologique, la population a conservé des traditions religieuses très ancrées, une dévotion exemplaire à la Vierge Marie, un sens du sacré sans doute beaucoup plus fort qu'en Europe occidentale...

Qu'entendez-vous par « sens du sacré » ?

Ici, par exemple, on n'ira pas communier sans s'être confessé. Les couples qui vivent en état irrégulier, sans mariage, viennent malgré tout à la messe, mais sans communier. En France, en Allemagne, c'est beaucoup plus souple...

Et pendant la consécration, tout le monde se met à genoux ! J'ai même dû faire acheter des bancs pour la cathédrale afin que les fidèles puissent s'agenouiller ; avant ils le faisaient par terre, dans la neige, dans les flaques d'eau...

Assiste-t-on à un renouveau du catholicisme en Lituanie ?

Je sens, en particulier chez les jeunes, une soif très forte, une recherche des valeurs qui n'ont pas pu leur être transmises. Mais pour beaucoup le communisme a détruit l'espérance, détruit les valeurs. Tout le monde faisait semblant de travailler ; si on était chrétien, on ne le montrait pas ; on faisait semblant d'être d'accord avec le régime.

Cela a créé une certaine duplicité, les consciences ont été faussées. C'est pour moi le problème le plus grave : il faut rétablir ici une exigence d'honnêteté intellectuelle dans la vie personnelle.

Quel rôle l'Église lituanienne a-t-elle joué dans le rapprochement avec l'Union Européenne ?

Dans les premiers temps, nous nous sommes contentés d'un échange d'informations avec les institutions européennes.

C'est au moment du référendum sur l'entrée dans l'Europe que les évêques se sont vraiment prononcés. Pour nous, l'entrée dans l'Union Européenne garantissait la protection de la Lituanie (pour cela il y avait déjà l'OTAN), mais aussi des valeurs qui avaient été piétinées pendant longtemps.

Pensez-vous avoir influencé l'opinion des Litvaniens ?

Je crois que notre intervention a été décisive. Au moment de l'adhésion, beaucoup de Litvaniens étaient méfiants et disaient en plaisantant : « on était déjà dans l'Union Soviétique, maintenant nous voilà dans l'Union Européenne ». Ils avaient l'impression que la Lituanie deviendrait un petit rouage d'une grande machine et n'aurait pas son mot à dire.

Nous avons donc fait une lettre très forte, pour dire que nous n'avions pas le choix, que nous voulions retourner à cette famille européenne dont nous avons été arrachés de force.

Selon vous, qu'est-ce qui lie les membres de cette « famille » européenne entre eux ?

Cette famille est unie par des valeurs chrétiennes, par la justice, par la liberté, par la libre circulation, en somme tout ce qui manquait sous le régime communiste.

La Lituanie a-t-elle trouvé sa place au sein de cette famille ? Que peut-elle lui apporter ?

Les Lituaniens apportent à l'Europe un sentiment national assez fort et positif. Ils tiennent beaucoup à leur culture populaire, à leurs chants, à leurs danses – et sont liés par ces choses simples, qui unissent, qui touchent les sentiments des gens. Regardez les chorales lituaniennes : nos ensembles folkloriques passent leur temps à gagner des concours dans toute l'Europe, car ils n'ont pas de concurrence ! Nulle part ailleurs en Europe vous ne trouverez un festival national de chant comme le nôtre, avec 5000 participants.

Il existe aussi en Lituanie un grand attachement, assez unique en Europe, à la famille. Les liens entre générations sont restés très forts.

Comment le point de vue des Lituaniens sur l'Europe a-t-il évolué depuis l'indépendance ?

Ces quinze années ont changé notre regard. Au début, les jeunes étaient avides de partir à l'étranger : l'Europe était pour eux un mirage, et nombre d'entre eux ont émigré pour partir en quête de travail, de bien-être. Ils y ont trouvé une réalité assez difficile. Pour percer, il faut travailler dur, pour des salaires souvent inférieurs à ceux de la population locale.

Beaucoup commencent à être déçus. Après de longues années, ce sont les premières hirondelles qui reviennent : ces émigrés-là ont compris que, si l'Europe les accueillait, c'est parce qu'elle avait intérêt à attirer une main d'œuvre de qualité, ou même des intellectuels de valeur. Ils se sont aperçus, en somme, que l'Europe n'était ni particulièrement accueillante, ni tout à fait désintéressée.

Leur expérience leur a ouvert les yeux, et peut-être aussi réconciliés avec leur propre pays.

Tout en s'arrimant à l'Europe, la Lituanie a-t-elle conservé une proximité culturelle avec la Russie ?

Dans une certaine mesure. Par exemple, l'humour russe est resté très familier aux lituaniens. En ce moment, les films russes reviennent en force à la télévision lituanienne. Ces films ont une manière particulière d'explorer le cœur de l'homme, de décrire les sentiments : on dirait parfois du Dostoïevski... et les Lituaniens les apprécient plus que leurs concurrents américains.

Cela dit, nos grandes villes deviennent de plus en plus lituaniennes. Quand je suis arrivé en 1992, il n'y avait que 51% de Lituaniens à Vilnius. Aujourd'hui, la part a beaucoup augmenté, et les autres nationalités s'adaptent : les jeunes Polonais, les jeunes Russes parlent lituanien, ils se fréquentent entre eux.

Pensez-vous que la construction européenne et la mission de l'Église catholique aient partie liée ?

Je le crois : dans le projet de construction européenne se reflètent les valeurs de démocratie, de liberté, de respect des droits de l'homme et de la famille – ces valeurs, que l'Europe propage, ont toutes un terreau chrétien.

Pourtant, dans les années 1980, un évêque français avait dit que la construction européenne était « une entreprise matérialiste »...

Si l'on considère le passé, je crois qu'on peut affirmer le contraire.

Mais je vois aussi plus clairement qu'il y a dix ans que l'Europe est en train de saper les bases d'une communauté et d'une identité européenne.

A quoi le voyez-vous ?

Comme l'a rappelé Benoît XVI dans son discours à l'occasion du cinquantième de l'UE, extrêmement intéressant, l'Europe actuelle est en train d'oublier ses valeurs. Je partage cette idée et regrette qu'on laisse de côté ce substrat chrétien qui, pourtant, unit l'Europe – ce à quoi l'offre et la demande, la recherche du gain ne peuvent suffire.

Certes, l'économie, les finances, l'écologie ont créé un sentiment de solidarité ; mais si nous nous coupons des racines – ces valeurs à la fois chrétiennes et européennes pour lesquelles nous avons lutté si longtemps -, si nous ne sommes attachés qu'à des compromis financiers et politiques et non à un système de valeurs, alors nous n'aurons rien à donner au monde.

Mais il faut dire que l'Église a perdu son emprise sur l'atlas intellectuel de l'Europe...

Pour quelle raison ?

Je crois que l'Église manque de grandes personnalités, de penseurs-théologiens d'un excellent niveau, comme Benoît XVI.

D'autre part, si on laisse de côté quelques exceptions comme la Pologne, les communautés qui vivent d'après les valeurs chrétiennes sont peu nombreuses et peu influentes dans la plupart des pays d'Europe. Ces communautés sont souvent victimes de l'intolérance de l'Europe à l'égard de l'Église catholique.

Comment se manifeste cette « intolérance » ?

Je vous donne un exemple : nous préparons ici depuis des années un programme d'éducation à l'amour inspiré par l'anthropologie chrétienne et rédigé par un comité qui comprend aussi des non-catholiques. Ce programme est bloqué au Ministère de l'Éducation à cause de l'intervention de parlementaires européens qui le trouvent rétrograde – alors qu'il correspond malgré tout aux vœux de la population.

Ces parlementaires veulent nous imposer des valeurs laïques et sont intolérants à toute prise de position selon la conscience. Et pourtant, l'objection de conscience est aussi un droit de l'homme : il n'est pas normal qu'un médecin catholique qui refuse de faire des avortements risque de perdre son poste.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?

Franchement, je ne vois pas de grand avenir pour l'Europe : si on continue d'essayer d'inventer de nouveaux droits de l'homme – de nouvelles valeurs « subjectives », qui ne sont plus liées à la nature – alors l'Union Européenne risque de devenir une Europe bureaucratique, qui joue selon de règles qu'elle invente elle-même et impose à tout le monde alors qu'elles n'ont pas de fondement. L'avenir, alors, ce sera la décadence de l'Europe.

En tous les cas, l'Europe à venir sera pour moi une Europe des nations.

Je ne crois pas à un « melting pot » européen, à une langue commune européenne.

A défaut d'une langue, alors, une « grammaire » commune ?

Jean-Paul II l'a justement dit dans ces termes : les commandements de Dieu, en d'autres termes la morale, devraient être comme la grammaire, un minimum commun à tous. On parle beaucoup en Europe, à juste titre, d'écologie – mais il existe aussi une écologie humaine qu'il faut respecter. Nous devons accepter cette grammaire-là si nous voulons nous entendre ; sinon, nous ne parlerons plus le même langage.

Que préconisez-vous pour donner un nouvel élan à l'Europe ?

Je crois qu'il faut revenir à une réflexion sur l'homme, former des consciences, et envoyer dans ces bureaux davantage de cerveaux pensants, de gens qui vivent de nos valeurs et qui y croient.

Le Saint-Père Jean-Paul II disait toujours : « seule la miséricorde divine est un rempart à l'extension du Mal ». Benoît XVI a repris cette phrase en ajoutant que cette miséricorde doit commencer dans le « petit monde » de notre cœur.